

Cote du document: EB 2018/LOT/G.18
Date: 22 novembre 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional en faveur de l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), pour le Renforcement des possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat des jeunes ruraux en Afrique

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Bernadette Mukonyora

Analyste de programmes de la
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +39 06 5459 2695
e-mail: b.mukonyora@ifad.org

Elizabeth Ssendiwala

Coordonnatrice régionale pour les questions de parité
femmes-hommes de la
Division environnement, climat, égalité femmes-
hommes et inclusion sociale
téléphone: +254 719 326 450
e-mail: e.ssendiwala@ifad.org

Khadidja Doucoure

Coordonnatrice régionale pour les questions de parité
femmes-hommes de la
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
téléphone: +39 06 5459 2271
e-mail: k.doucoure@ifad.org

Shirley Chinien

Économiste régionale de la
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +39 06 5459 2536
e-mail: s.chinien@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don telle qu'elle figure au paragraphe 13.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional en faveur de l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), pour le Renforcement des possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat des jeunes ruraux en Afrique

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. Dans le Programme 2030, les jeunes sont considérés comme des agents essentiels du changement et leurs priorités et besoins font partie des dimensions économique, environnementale et sociale du développement. Plus de 30% de la population africaine est au chômage, et 60% des chômeurs sont des jeunes, femmes et hommes. Le chômage des jeunes - exprimé par rapport au pourcentage de l'ensemble de la population active âgée de 15 à 24 ans - est de 6,9% au Cameroun, de 12,1% au Mali, de 41,7% au Mozambique et de 13,8% en Zambie. En outre, 75% des jeunes chômeurs en Afrique sont des femmes. L'une des raisons de la persistance d'un taux de chômage élevé chez les jeunes en Afrique est l'inadéquation entre les politiques, un environnement porteur et la demande d'emploi des jeunes.
2. L'Agence de planification et de coordination du NEPAD (APCN) a souligné qu'il fallait mettre en place des politiques nationales axées sur les jeunes ruraux afin d'accroître l'efficacité de ces politiques et encourager l'adhésion et l'appui politiques indispensables à la transposition de ces modèles dans d'autres pays d'Afrique. L'approche adoptée dans le cadre du NEPAD vise à favoriser l'émancipation économique des jeunes ruraux par l'élaboration de plans d'action nationaux pour les jeunes axés sur: i) l'analyse des cadres réglementaires nationaux, afin de promouvoir la mise en place de stratégies nationales ayant pour objectif une croissance forte et durable du secteur rural; ii) des approches participatives offrant une vision commune quant aux principales difficultés et solutions, l'objectif étant de renforcer les possibilités d'emploi dans l'agriculture et l'accès aux ressources dans les zones rurales, en particulier chez les jeunes; iii) la mise au point d'un corpus de savoirs sur les meilleures pratiques et expériences s'agissant de répondre aux difficultés posées par l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes ruraux. L'approche développée dans le plan d'action national pour les jeunes met en avant une solide composante de renforcement des capacités à même de fournir aux jeunes les compétences nécessaires à leur autonomisation économique. Ce modèle met également l'accent sur l'évaluation et la révision des programmes d'étude des établissements d'enseignement et de formation professionnelle technique et agricole afin de mettre ceux-ci en adéquation avec les nouvelles possibilités qui se présentent.

3. Le projet proposé est conforme au but et aux objectifs énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons (2015)¹, notamment: l'objectif 2 – renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; l'objectif 3 – accentuer le plaidoyer et l'engagement dans les politiques; l'objectif 4 – produire des savoirs et les diffuser, au profit de l'impact de développement. La proposition s'inscrit également dans le droit fil de la priorité 1 en matière de dons du document d'orientation stratégique pour les dons du FIDA 2018, à savoir: l'accès des jeunes ruraux et des populations rurales vulnérables aux avoirs productifs, au financement, aux ressources naturelles ainsi qu'aux nouvelles compétences/capacités nécessaires pour entreprendre des activités rémunératrices et consolider leur participation à la dynamique sociale.
4. Par ailleurs, ce projet est parfaitement cohérent avec les engagements pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11) et sa vision stratégique de l'inclusion "grâce à laquelle les jeunes ruraux peuvent espérer que leur aspiration à une vie meilleure, au sein de leur propre communauté, se concrétisera"². Concrètement, le projet contribuera à la réalisation de l'engagement 2.2 de FIDA11 – porter une attention accrue aux personnes les plus pauvres et les plus vulnérables dans chaque pays, en présentant des éléments concluants et des modèles qui permettront au FIDA de cibler les jeunes et d'adopter des approches différenciées et adaptées aux jeunes, femmes et hommes. Il contribuera également à la réalisation de l'engagement 3.3 – transversaliser les thèmes suivants: nutrition, problématique hommes-femmes, jeunes et changements climatiques, par un travail de sensibilisation auprès des homologues nationaux concernant les perspectives d'emploi et d'entrepreneuriat des jeunes dans les pays visés et dans les projets d'investissement financés par le FIDA. La proposition est également cohérente avec le plan d'action du FIDA en faveur des jeunes, eu égard à son intérêt pour la promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat des jeunes.

II. Le projet proposé

5. Ce projet a pour finalité d'améliorer l'environnement permettant aux jeunes, femmes et hommes, d'avoir accès à des possibilités d'emploi décent et durable. Ses objectifs sont les suivants: i) mettre au point des plans d'action nationaux pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes ruraux au Mali, au Mozambique et en Zambie afin de créer un environnement propice à l'inclusion économique des jeunes du milieu rural; ii) adapter et mettre à l'essai des programmes d'étude dans les établissements officiels et non officiels de formation professionnelle et agricole en vue de développer l'esprit d'entreprise et les compétences entrepreneuriales des jeunes ruraux, et d'exploiter les possibilités d'emploi, pour la création de revenus durables; iii) consolider la concertation relative aux politiques à mener concernant les services financiers novateurs et inclusifs destinés à l'emploi et à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux grâce à la collaboration des décideurs politiques et veiller à ce que les jeunes participent à la concertation sur les politiques régionales et nationales.
6. Le groupe cible sera composé de jeunes, femmes et hommes, âgés de 15 à 35 ans³, du Cameroun, du Mali, du Mozambique et de Zambie. Le projet ciblera au minimum 1 000 jeunes, femmes et hommes (avec une parité des sexes de 50-50, dans la mesure du possible), issus de groupes et de réseaux de jeunes préalablement sélectionnés (y compris des jeunes participant à des projets appuyés par le FIDA) qui bénéficieront d'activités de renforcement des capacités et d'un appui pour l'élaboration de plans d'activités.

¹ Voir le document EB 2015/114/R.2/Rev.1.

² "Rapport de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA Ne laisser personne de côté – le rôle du FIDA dans le Programme 2030", GC41/L.3/Rev.1 (2018).

³ La Charte de la jeunesse de l'Union africaine entend par "jeune" toute personne âgée de 15 à 35 ans. Pour les Nations Unies, les jeunes sont les personnes âgées de 15 à 25 ans. Au vu des objectifs de la présente proposition et conformément à la Charte de l'Union africaine, c'est la définition proposée par cette dernière qui prévaudra (http://www.un.org/fr/africa/osaa/pdf/au/african_youth_charter_2006f.pdf).

7. Le projet sera exécuté sur une période de trois ans et comprendra les composantes suivantes:

i) Composante 1: préparation des plans d'action nationaux (PAN). Cette composante répond au fait qu'il faut élaborer des plans de haut niveau susceptibles de déterminer les perspectives d'intégration, actuelles et futures, des jeunes, femmes et hommes, dans les activités économiques des zones rurales. La composante 1 sera amplement exécutée au Mali, au Mozambique et en Zambie, le Cameroun disposant déjà d'un PAN pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes ruraux. La préparation de ces plans d'action comportera plusieurs étapes, y compris des études diagnostiques destinées à la collecte de données probantes qui serviront à l'élaboration des PAN.

ii) Composante 2: formation professionnelle (officielle et non officielle). Cette composante s'appuiera sur les activités de diagnostic de la composante 1 et s'attachera à remédier l'asymétrie entre les systèmes d'éducation des pays cibles et les moyens d'existence des zones rurales. L'accent est donc mis sur la revitalisation des programmes d'enseignement technique et professionnel visant l'adaptation des compétences aux futurs besoins en matière de transformation rurale et agricole. Les interventions envisagées comprennent: i) le renforcement institutionnel des établissements d'enseignement et de formation professionnelle technique et agricole; ii) le renforcement de leurs programmes d'étude; iii) la mise à l'essai des nouveaux programmes d'étude, notamment par la voie de projets d'investissement appuyés par le FIDA.

iii) Composante 3: concertation sur les politiques. Les discussions avec l'administration porteront essentiellement sur l'amélioration des services différenciés afin de faciliter l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes ruraux dans le domaine de l'agriculture; elles prendront la forme d'un dialogue transparent et inclusif sur les interventions de développement tenant compte des besoins des jeunes. Cette composante s'appuiera sur les travaux de diagnostic entrepris dans le cadre de la composante 1 pour promouvoir un dialogue transparent et inclusif entre les responsables politiques, les praticiens et autres parties prenantes afin d'accroître la participation des jeunes ruraux aux activités économiques. Les activités de cette composante s'appuieront sur les plateformes existantes de l'APCN, comme la plateforme virtuelle du NEPAD pour le dialogue avec les jeunes. Les principaux enseignements tirés de cette expérience seront diffusés dans le cadre de la participation de l'APCN aux réunions du comité de pilotage et du Comité des chefs d'État et de gouvernement chargé de l'orientation du NEPAD. En les encourageant à participer à l'élaboration des politiques, cette composante vise à donner aux jeunes les moyens (y compris aux participants des activités de la composante 2) de s'investir dans la prise de décisions et de mesures politiques. Le projet mettra à profit les plateformes existantes, telles que la plateforme de partenariat du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), la plateforme des femmes de l'agroalimentaire, le Forum pour la révolution verte en Afrique et le programme Futurs Ruraux, qui donnent aux jeunes les moyens de se faire entendre.

III. Produits escomptés

8. On attend de ce projet les produits suivants.
- i) Des plans d'action en faveur des jeunes ruraux sont formulés. La mise en évidence des lacunes existant au niveau des politiques en faveur des jeunes ruraux permettra de tirer des enseignements utiles à l'élaboration des plans d'action nationaux. Ces lacunes seront comblées par l'analyse et la validation des parties prenantes.
 - ii) Les jeunes ruraux sont mieux préparés pour accéder aux réseaux de la finance rurale et exploiter les possibilités du secteur agroalimentaire. Le projet entend

adapter les programmes d'étude des établissements d'enseignement et de formation professionnelle technique et agricole et personnaliser les supports de formation afin de mettre l'accent sur la création d'entreprises, les compétences de la vie quotidienne et l'éthique du travail.

iii) Les enseignements tirés des composantes 1 et 2 sont présentés au plus haut niveau politique, dans le cadre de la concertation sur les politiques régionales et nationales. Les recommandations issues de l'exécution du projet serviront à documenter les plans visant à intégrer les jeunes dans les projets d'investissement existants et dans les futures interventions des pays cibles. Le projet mobilisera d'autres concertations sur les politiques du NEPAD et plateformes de l'Union africaine en procédant à une analyse de rentabilité visant à réorienter les politiques en milieu rural.

9. Les résultats escomptés sont les suivants.

À moyen terme. Des politiques adéquates sont en place et les obstacles sont éliminés afin de doter les jeunes, femmes et hommes, des compétences nécessaires pour tirer parti des perspectives d'emploi et d'entrepreneuriat en milieu rural. Des approches novatrices de financement inclusif en faveur des jeunes ruraux sont recensées, étayées et diffusées.

À long terme. Des politiques et des plans d'action au niveau du pays, en faveur du développement de l'entrepreneuriat des jeunes ruraux, sont en place.

IV. Modalités d'exécution

10. Le projet sera directement exécuté par l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (APCN), qui agira en qualité d'organisme d'exécution du programme de développement de l'Union africaine (qui comprend le PDDAA, la Déclaration de Malabo et l'Agenda 2063). Le choix s'est porté directement sur l'APCN, conformément aux dispositions de la section IV, paragraphe 15 iii) de la Politique du FIDA en matière de dons, compte tenu de son rôle unique dans la promotion de la transformation rurale et agricole en Afrique. Le projet sera mis à exécution suivant un processus amplement participatif de manière à veiller à ce que les interventions soient partie intégrante des processus publics locaux et nationaux et des projets appuyés par le FIDA. Un comité de coordination du projet sera mis en place dans chaque pays, sous la supervision du ministère technique compétent. Ces comités de pilotage travailleront avec le FIDA et l'APCN pour dresser la liste des établissements de formation, des jeunes et des parties concernées par l'élaboration des politiques. Afin d'optimiser la pérennité des consultations et de la validation des programmes d'étude et des plans d'action, les parties prenantes devront être mobilisées à l'échelle locale (y compris au sein des opérations du FIDA), provinciale et régionale (établissements d'enseignement et de formation professionnelle technique et agricole), et nationale (y compris les ministères de l'agriculture et de l'enseignement supérieur).
11. Les procédures relatives à l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard.

V. Coût et financement indicatifs du projet

12. Le coût total proposé pour ce projet est estimé à 1 238 000 d'USD, ce qui inclut un cofinancement de l'APCN d'un montant total de 238 000 USD, en espèces et en nature. La ventilation du budget et des activités du projet proposé est présentée dans les tableaux 1 et 2.

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>	<i>APCN</i>	<i>Total</i>
Composante 1: Élaboration des plans d'action nationaux	70	-	70
Composante 2: Formation professionnelle (officielle et non officielle)	400	50	450
Composante 3: Concertation sur les politiques	100	30	130
Appui à la mise en œuvre: Salaires, déplacements, communication, gestion des savoirs, équipement et matériel	409	158	567
Frais généraux et frais de gestion	21	-	21
Total	1 000	238	1 238

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>APCN</i>	<i>Total</i>
Services de consultants	70		70
Équipement et matériel	30	40	70
Salaires et indemnités	252	118	370
Frais de voyage et indemnités	127		127
Ateliers	500	80	580
Frais généraux et frais de gestion	21		21
Total	1 000	238	1 238

VI. Recommandation

13. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Renforcement des possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat des jeunes ruraux en Afrique, accordera un don de un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) à l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, sur une période de 36 mois. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Gilbert F. Houngbo
Président

Results-based logical framework

Results	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators (outcomes)	Means of verification	Assumptions
Goal	To contribute towards improving the enabling environment for young women and men to access decent and sustainable employment opportunities .	<ul style="list-style-type: none"> 1000 young women and men (15-35 years) who have reported improvements in incomes 	<ul style="list-style-type: none"> Project surveys – baseline & final Evaluation 	Stable political and economic environment.
Objectives	To empower rural young women and men in Cameroon, Mali, Zambia, and Mozambique: <ul style="list-style-type: none"> To contribute to policy dialogue on innovative and inclusive financial services for entrepreneurship and employment, encourage To support rural youth to build entrepreneurship/business skills, and harness employment opportunities for sustained income generation. 	<ul style="list-style-type: none"> 50 male and female rural youths involved participating in policy dialogues and their perspectives included in key outcome documents Curriculums strengthened to address rural youth employment/entrepreneurship needs Increase in the number of enterprises established by rural youths Rural youth employment and skills needs' mainstreamed into national development plans and programmes 	<ul style="list-style-type: none"> Grantee progress report Workshops and conference records Final evaluation 	<ul style="list-style-type: none"> Youths willing to engage in agri-preneurship
Outcomes	<u>Medium Term</u> : adequate policies are in place and barriers are removed to help young women and men to be equipped with skills to take advantage of employment and entrepreneurship opportunities in rural areas. Innovative approaches for inclusive financing for rural youth are identified, documented and shared widely. <u>Long term</u> : policy and country level action plans for scaling-up rural youth entrepreneurship development are put in place.	<ul style="list-style-type: none"> 3 National Action Plans prepared and validated at the national level 1000 rural youth equipped with skills that match the job market 1000 trained rural youth establishing rural enterprises Proportion of trained rural youth obtaining employment 	<ul style="list-style-type: none"> National validation workshop NEPAD HSGOC Decisions AU Decisions Final evaluation 	<ul style="list-style-type: none"> Key regional and national policy stakeholders will up-take the messages from the dialogue process.
Outputs	Outputs 1 a) Preparation of NAPs b) Lesson on key drivers of rural finance policies documented	<ul style="list-style-type: none"> 7 stakeholder meetings held. 3 National Action Plans on Youth Employment and Skills formulated in 3 countries. 6 Number of resource partner meetings 3 Knowledge products 	<ul style="list-style-type: none"> Grantee progress report Stakeholder consultation report Conference report 	<ul style="list-style-type: none"> The multi-stakeholder process will lead to the participation and commitment of development and resource partners. National ownership and wide-spread stakeholder participation throughout the process.
	Output 2 a) Curriculums on modernized agriculture and agribusiness updated	<ul style="list-style-type: none"> Number of operational partnerships established Number of curricula produced along value 	<ul style="list-style-type: none"> Field visit reports M&E reports. 	<ul style="list-style-type: none"> On-the-ground programmes and mechanism exist

	<ul style="list-style-type: none"> b) Training Materials customized c) Modular technical, vocational and business training conducted d) Students linked to existing IFAD's funding 	<ul style="list-style-type: none"> chains* ▪ 1000 students equipped with skills on rural enterprises ▪ 400 students linked to IFAD-supported projects 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Case studies 	<ul style="list-style-type: none"> and successful operational partnerships will be established (e.g. Schools, Business Incubators, Agribusiness Clusters, etc.).
	<p>Output 3</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Student's participation and representation enhanced b) Policy briefs produced c) Rural Finance Policies adopted d) Resources mobilized for rural finance opportunities e) Lesson on key drivers of rural finance policies disseminated f) Regional Dialogue conducted 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 policy dialogue platform established ▪ 50 youth participation and representation in policy dialogues ▪ 3 policy briefs produced ▪ Percentage of resources mobilised for youth intervention 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Grantee progress report ▪ Stakeholder consultation report ▪ Conference report ▪ NEPAD HSGOC Decisions ▪ AU Decisions 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ There is Political support and buy ins to encourage best practice on rural finance
2	<p>Key Activities by component</p> <p><u>Component 1: Preparation of National Action Plans (NAPs):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) Project Inception Workshop, b) Stakeholder analysis of rural finance and entrepreneurship players c) Gap analysis of existing rural finance and entrepreneurship policies d) Validation workshop and policy recommendations e) Commission study on the youth policies success stories f) Validation workshop for NAPs and formulation 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 7 workshops conducted ▪ Number of stakeholders identified ▪ Nature of gaps in existing policies ▪ Completion of 1 study on youth policies success stories ▪ 3 NAPs formulated 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Grantee progress report 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Stakeholders attend consultative workshops
	<p><u>Component 2: Vocational Training (Formal and Non-Formal):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) Update Curriculum/Training Materials b) Reorientation on technical and vocational education c) Provision of modular technical, vocational and business training d) Link youths to other IFAD's initiatives 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Number of curricula and training materials produced** ▪ 1000students trained ▪ Number of value chains provided in vocational and business training*** 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Grantee progress report ▪ Training Report ▪ M & E reports 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ On-the-ground programmes and mechanism exist and successful operational partnerships will be established (e.g. Schools, Business Incubators, Agribusiness Clusters, etc.).
	<p><u>Component 3: Dialogue on how to improve differentiated services in favor of rural youth entrepreneurship (agripreneurship) and employment:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) Create / facilitate platform for open and 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 dialogue platform ▪ 50 youths exposed to policy consultations ▪ 3 reports submitted to HSGOC ▪ Proportion of resources mobilised ▪ 40% of students linked to IFAD supported 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Grantee progress report ▪ AU Decisions 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Political and resources partners; support

	<p>inclusive dialogue for policymakers, practitioners and stakeholders</p> <p>b) Enhance youth voices through facilitation of youth participation in policy dialogues</p> <p>c) Inform the African Union the outcomes of the policy dialogues and recommendation.</p> <p>d) Strengthen advocacy for adequate allocation from domestic and international sources for youth development efforts</p> <p>e) Conduct Regional Conference</p>	<p>projects</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 3 policy briefs prepared 		
--	--	--	--	--

*Will be determined after country consultations.

**Target to be determined, once the strategic value chains have been agreed upon.

***Will be identified after consultations with countries.